



## **RÈGLEMENT NUMÉRO RM06-2020 RELATIF AUX DÉROGATIONS MINEURES AUX RÈGLEMENTS D'URBANISME**

ATTENDU QU'il est opportun de modifier notre règlement relatif aux dérogations mineures;

ATTENDU QUE l'adoption de ce règlement abrogera le règlement RM03-2017;

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a d ument été donné par Jessica Maheu, conseillère, lors de la séance régulière de ce conseil tenue le 3 novembre 2020;

ATTENDU QU'une assemblée de consultation publique écrite s'est tenue du 4 au 19 novembre 2020 en vertu de l'arrêté ministériel # 2020-049 du ministre de la Santé et des Services sociaux qui permet de remplacer la formule traditionnelle, en personne, par une consultation écrite des citoyens sur une période de 15 jours,

ATTENDU QUE la directrice générale et secrétaire-trésorière mentionne que ce règlement a pour objet les dérogations mineures aux règlements d'urbanisme;

ATTENDU QU'une copie du présent règlement a été remise aux membres du conseil avant la présente séance, que tous les membres présents déclarent avoir lu le règlement et qu'ils renoncent à sa lecture;

EN CONSÉQUENCE

IL EST PROPOSÉ PAR madame la conseillère Jessica Maheu

ET RÉSOLU QUE le règlement portant le numéro RM06-2020 des règlements municipaux et intitulé **RÈGLEMENT RM06-2020 RELATIF AUX DÉROGATIONS MINEURES AUX RÈGLEMENTS D'URBANISME**, soit, et est adopté et qu'il soit statué et décrété, ce qui suit :

### **ARTICLE 1 DÉFINITIONS**

Le Comité consultatif d'urbanisme (C.C.U.) : sera désigné dans le présent règlement comme étant le Comité.

Le Conseil municipal : sera désigné dans le présent règlement comme étant le Conseil.

### **ARTICLE 2 TERRITOIRE ASSUJETTI**

Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire de la municipalité de Val-des-Bois.

### **ARTICLE 3 CHAMP D'APPLICATION**

Le présent règlement régit le mode de présentation et la procédure d'analyse d'une demande de dérogation mineure et les objets des règlements de zonage et de lotissement en vigueur qui peuvent faire l'objet d'une demande de dérogation mineure. Il encadre également les motifs d'admissibilité et de décision à l'égard d'une telle demande.

Le présent règlement s'applique à toutes les zones, autres que celles où l'occupation du sol est soumise à des contraintes pour des raisons de sécurité publique.

#### **ARTICLE 4      DISPOSITIONS ADMISSIBLES À UNE DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE**

Toutes les dispositions du règlement de zonage en vigueur et du règlement de lotissement en vigueur peuvent faire l'objet d'une dérogation mineure à l'exception des dispositions suivantes :

##### **1° Dispositions du règlement de zonage**

- a) densité d'occupation du sol;
- b) les usages;
- c) les dispositions relatives aux zones d'érosion, de mouvement de terrain, d'aménagement d'un talus ou de forte pente;
- d) les dispositions relatives à la protection des rives, du littoral, des plaines inondables et des milieux humides.

##### **2° Dispositions du règlement de lotissement**

- a) les dimensions et les superficies minimales de terrain à proximité d'un lac ou d'un cours d'eau.

#### **ARTICLE 5      CRITÈRES D'ÉVALUATION D'UNE DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE**

Une dérogation mineure au règlement de zonage ou au règlement de lotissement peut être accordée sous réserve du respect des dispositions suivantes :

- a) la demande de dérogation mineure respecte les objectifs du plan d'urbanisme;
- b) la dérogation mineure ne peut être accordée que si l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux à la personne qui la demande;
- c) la demande ne doit pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires voisins, du droit de propriété;
- d) la demande doit être conforme à toutes les dispositions des règlements de construction, de lotissement et de zonage ne faisant pas l'objet d'une dérogation mineure.

#### **ARTICLE 6      SITUATIONS APPLICABLES POUR UNE DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE**

- a) une demande de dérogation mineure peut être formulée au moment de la demande de permis ou de certificat;
- b) une dérogation mineure peut être également accordée dans le cas où les travaux sont en cours ou déjà exécutés, et que le requérant a obtenu un permis de construction ou un certificat d'autorisation pour ces travaux et les a effectués de bonne foi.

#### **ARTICLE 7      PROCÉDURES DE DEMANDE POUR UNE DÉROGATION MINEURE**

- a) le requérant doit faire la demande sur le formulaire prévu à cet effet;
- b) le requérant doit être le propriétaire de l'immeuble concerné ou posséder une procuration du propriétaire le mandatant à le représenter;
- c) le requérant doit acquitter, au moment du dépôt de la demande de dérogation mineure, les frais exigibles prévus au présent règlement;
- d) le requérant doit fournir, à la demande de l'inspecteur en bâtiments ou du Comité, toute documentation, service, expertise, ou autres jugés pertinents à l'étude du dossier;
- e) le requérant doit se présenter à la réunion du Comité si ce dernier en fait la demande;
- f) le requérant autorise le Comité, par le seul fait de déposer une demande de dérogation mineure à visiter l'immeuble faisant l'objet de la demande de dérogation mineure.

## **ARTICLE 8 FRAIS EXIGIBLES**

Les frais relatifs à l'étude du dossier et exigibles lors du dépôt de la demande de dérogation mineure sont de 200,00 \$ pour un immeuble résidentiel et de 300,00 \$ pour un immeuble commercial.

Ces frais sont entièrement non remboursables, quelle que soit l'issue de la décision rendue par le Conseil.

## **ARTICLE 9 PROCÉDURES ADMINISTRATIVES**

Les procédures administratives lors d'une demande de dérogation mineure s'établissent comme suit :

- a) la demande de dérogation mineure est déposée à l'inspecteur en bâtiments qui, après vérification de sa conformité, la transmet par la suite au CCU;
- b) le CCU étudie la demande et donne un avis au Conseil;
- c) le Conseil rend sa décision par résolution. Une copie de la résolution est acheminée au requérant et à l'inspecteur en bâtiments pour fin de dossier.

La directrice générale et secrétaire-trésorière de la municipalité doit, au moins 15 jours avant la tenue de la séance où le conseil doit statuer sur la demande de dérogation mineure, publier un avis indiquant la date, l'heure et le lieu de la séance du Conseil et les effets de la dérogation demandée. Cet avis contient la désignation de l'immeuble affecté en utilisant la voie de circulation et le numéro civique de l'immeuble ou le numéro cadastral. De plus, cet avis mentionne que tout intéressé peut se faire entendre par le Conseil relativement à cette demande.

## **ARTICLE 10 ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Copie conforme au livre des minutes.

---

**Roland Montpetit, Maire**

---

**Anik Morin, Sec.-trésorière**

Projet de règlement : 3 novembre 2020  
Avis de motion donné le : 3 novembre 2020  
Adopté le : 1<sup>er</sup> décembre 2020  
Affiché le : 2 décembre 2020

Adoptée à l'unanimité.